

Privatisation de l'éducation au Maroc

Un système d'éducation à plusieurs vitesses et une société polarisée

FAITS MARQUANTS



Ce document résume les principaux résultats du projet de recherche *Privatisation de l'éducation au Maroc – Un système éducatif à plusieurs vitesses et une société polarisée* par Khadija Abdous (2020). L'étude est un rapport détaillé sur les tendances et manifestations actuelles de la privatisation de l'éducation au Maroc. Le rapport met également en lumière les différentes réformes de l'éducation mises en œuvre par le Maroc et la manière dont les politiques de privatisation ont eu un impact sur les réformes.

La privatisation de l'éducation est devenue un phénomène mondial, tant dans les pays développés que dans les pays en voie de développement, et cette tendance à la hausse a incité les gouvernements à transférer des fonds vers le secteur privé, souvent au détriment des investissements dans le secteur de l'enseignement public. La scolarisation dans les écoles privées fait désormais partie de ce que l'on appelle l'Industrie mondiale de l'éducation (Robertson, Macpherson, & Walford, 2014; Sahlberg, 2011; Spreen & Vally, 2014; Verger, Lubienski, & Steiner-Khamsi, 2016) où l'éducation est sujette à la commercialisation.

Le Maroc ne fait pas exception aux tendances mondiales à la privatisation. Le nombre croissant de prestataires d'écoles

privées a créé des niveaux de stratification dans les écoles privées existantes où vous trouvez un système à trois niveaux. Premièrement, des écoles privées d'élite pour les familles de la classe supérieure utilisant des programmes scolaires étrangers, principalement français, mais de plus en plus venus d'autres pays aussi. Deuxièmement, des écoles privées pour les familles de la classe moyenne avec un système d'enseignement bilingue axé sur les langues étrangères et les « compétences internationales ». Troisièmement, des écoles privées de qualité inférieure pour les familles de la classe moyenne inférieure et de la classe ouvrière. Celles-ci demandent des frais d'inscriptions moindres que les autres types d'écoles privées, mais nécessitent cependant un investissement financier considérable de la part des familles.

Pour obtenir un aperçu clair de la façon dont la privatisation s'est répandue dans le système éducatif marocain, il est essentiel de comprendre comment les nombreuses réformes de l'éducation ont conduit à la privatisation d'un



secteur traditionnellement du ressort de l'État. Quelques politiques clés doivent être mises en avant. Suite aux politiques gouvernementales facilitant aux entités privées les procédures pour entrer sur le marché de l'éducation, des acteurs locaux et étrangers en sont venus à investir progressivement dans l'enseignement privé en tant que marché de plus en plus rentable. Des réglementations insuffisantes pour les écoles privées ont également conduit à une augmentation du nombre de prestataires d'une qualité variable (certains hauts fonctionnaires de l'État et du gouvernement sont eux-mêmes impliqués dans le secteur de l'enseignement privé, ce qui remet peut-être en cause leur capacité à prendre des décisions impartiales sur la réglementation du secteur). Enfin et surtout, la fin de la titularisation via la croissance de l'emploi contractuel à durée déterminée dans la profession enseignante a introduit un niveau de précarité dans l'emploi jamais vu auparavant.

Principales réformes de l'éducation

Les réformes de l'éducation ont été l'un des nombreux moyens par lesquels le Maroc a tenté de rompre avec d'anciennes politiques coloniales et ainsi de « marocaniser » et d'unifier le système éducatif marocain. L'éducation a toujours représenté un champ de bataille politique. Suite à l'indépendance, le gouvernement était déchiré entre moderniser l'école marocaine ou garder l'école aussi ségréguée par crainte des idées pro-démocratiques qui pourraient émaner d'un système scolaire moderne. Le Maroc a cependant été finalement contraint de mettre en œuvre des réformes de l'éducation sur la base de recommandations d'institutions financières internationales

telles que la Banque mondiale et le Fonds monétaire international. D'où le programme d'ajustement structurel en 1983, lequel a vu la diminution du rôle de l'État dans la prestation de services sociaux vitaux comme l'éducation et a ouvert la porte aux donateurs internationaux pour dicter les politiques éducatives que le Maroc devrait suivre. Les politiques éducatives du Maroc de cette époque se caractérisent par un manque de cohérence qui se reflète dans l'état actuel de l'éducation dans le pays, décrit comme très déplorable par de nombreuses institutions internationales (OECD, 2018; TIMSS, 2015; UNESCO, 2014; World Bank, 2018).

La *Vision stratégique 2015-2030* en tant que dernier plan de réforme (une continuation des réformes qui l'ont précédé, à commencer par la Charte Nationale de l'éducation en 2000 et le Programme d'urgence pour l'éducation 2009-2012) a explicitement déclaré que *l'enseignement privé est un partenaire de l'enseignement public dans la généralisation et la réalisation de l'équité*. Ceci a permis à des acteurs locaux et étrangers d'investir dans l'éducation avec le soutien du gouvernement de l'État, lequel a fourni des facilités administratives et financières à cet effet.

Acteurs privés locaux et étrangers

Le soutien explicite du gouvernement au secteur privé pour investir dans l'éducation a conduit des entreprises d'investissement privées à prendre le contrôle d'établissements scolaires et à les transformer en entreprises commerciales susceptibles de se développer au-delà des frontières nationales. Il a également permis à des acteurs locaux de bénéficier

de procédures facilitées pour investir dans l'éducation en vertu de leurs postes de haut rang. Cela a créé un potentiel conflit d'intérêts entre ce qui est officiellement déclaré sur la position du gouvernement concernant le secteur privé en tant que partenaire pour réaliser l'équité en matière d'éducation, et l'état actuel des choses, où le secteur privé est largement non-réglementé (en particulier s'agissant des frais d'inscription et de scolarité, ainsi que de sa large utilisation des personnels enseignants et administratifs publics).

La dégradation de l'école publique

La qualité des écoles publiques du Maroc a souffert des conséquences de nombreuses réformes de l'éducation qui ont échoué. L'adoption du *Programme de départs volontaires* des fonctionnaires en 2005 et plus tard le *Programme de retraite anticipée* ont été remarquables à cet égard, étant donné que des personnels hautement qualifiés ont quitté la profession publique pour bénéficier de la retraite et ont migré vers le secteur privé pour travailler comme enseignant·e·s et administrateur·rice·s. Le départ en masse de personnels du secteur public résultant de ces politiques a conduit à des classes combinées et surpeuplées, affectant négativement la qualité de l'éducation. Ce qui à son tour a conduit de nombreuses familles marocaines, principalement dans les zones urbaines, à investir dans la scolarisation privée de leurs enfants, en particulier au niveau primaire.

Contractualisation de l'emploi et *Teach for All*

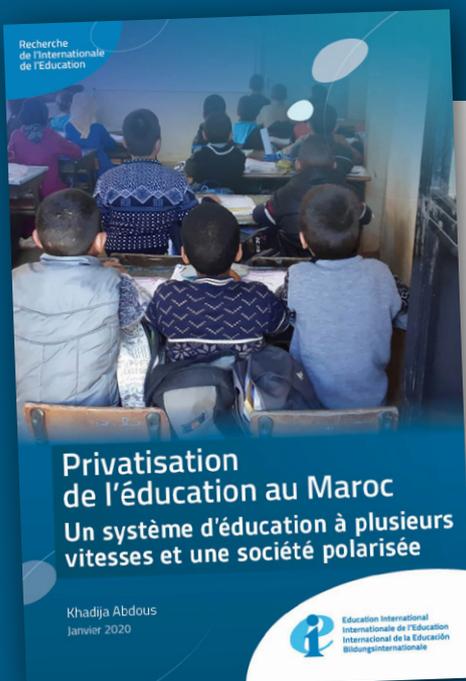
L'énorme pénurie d'enseignant·e·s et l'absence d'une politique proactive du gouvernement pour prévenir la pénurie actuelle de ressources humaines ont été exacerbées par l'adoption par le gouvernement de l'État de l'emploi contractuel à durée déterminée dans la profession enseignante. Depuis 2016, le gouvernement a employé 70.000 enseignant·e·s contractuel·le·s directement assigné·e·s dans des écoles, avec peu ou pas de formation, pour répondre au besoin immédiat de personnel enseignant. Depuis, les enseignant·e·s contractuel·le·s sont descendu·e·s dans la rue pour protester contre leurs conditions d'emploi qui ne leur garantissent pas les mêmes droits qu'à leurs collègues affilié·e·s au ministère de l'Éducation. Cela a eu un impact négatif sur le temps de classe des élèves et a entraîné des centaines d'heures d'apprentissage perdues.

Teach for All (Enseigner pour Tou·te·s), qui place des diplômé·e·s non enseignant·e·s dans les écoles après quelques semaines de formation, a également contribué à aggraver la déprofessionnalisation des enseignant·e·s. Son entité locale, *Teach for Morocco* (Enseigner pour le Maroc), s'est associée au ministère de l'Éducation en 2019 et a depuis affecté ses propres boursier·ère·s (non qualifié·e·s) dans un certain nombre d'écoles publiques au Maroc.

Un système d'éducation à plusieurs vitesses et une société polarisée

L'affaiblissement de l'école publique a entraîné une augmentation des inscriptions dans les écoles privées. Différents types d'enseignement privé satisfont les familles marocaines en fonction de leur niveau socio-économique et l'école publique est laissée en dernier recours pour les pauvres, en particulier au niveau primaire. Les élèves de la classe supérieure et de la classe moyenne qui fréquentent des écoles françaises, d'autres institutions étrangères et des écoles privées de qualité relativement élevée ont des expériences de vie différentes et sont exposé·e·s à un système de valeurs différent par rapport aux élèves de la classe ouvrière ou pauvres qui fréquentent des écoles privées à bas prix et des institutions publiques. La ségrégation du système éducatif marocain et les grandes disparités en termes d'accès et de qualité ont créé un

système d'éducation parallèle et à plusieurs vitesses où les élèves ont des valeurs différentes et vivent dans des « Marocs » différents dans lesquels il·elle·s pourraient ne jamais se croiser. Cela va à l'encontre de l'une des principales sections de la *Vision Stratégique 2015-2030* dans laquelle *une école d'équité et d'égalité des chances* est mentionnée comme étant l'un de ses principaux objectifs. Ainsi, la discrimination scolaire a créé des disparités sociales et a conduit à une société polarisée où l'injustice sociale est exacerbée. Au Maroc, l'éducation est de plus en plus présentée non plus comme un droit et un bien public, mais plutôt comme une marchandise soumise à l'offre et à la demande.



<https://go.ei-ie.org/GR2020Maroc>



Education International
Internationale de l'Éducation
Internacional de la Educación
Bildungsinternationale

www.ei-ie.org
#unite4ed